

Bulletin Quotidien

QUOTIDIEN
D'INFORMATION
DOCUMENTATION
ET PROSPECTIVE

CRÉE EN SEPTEMBRE 1944 SOUS LE TITRE « INDEX QUOTIDIEN DE LA PRESSE FRANÇAISE »

Mardi 20 octobre 2020 – 47^{ème} année – N° 11963

Le n° (HT) 27 €

Tarifs d'abonnement (HT) : 1 an : 4 990 € – 6 mois : 2 750 € – 3 mois : 1 500 €

SOMMAIRE

VINGT-QUATRE HEURES	3
EVENEMENTS ET PERSPECTIVES	
Attentat islamiste contre un professeur : l'exécutif entre en guerre contre "les ennemis de la République"	5
Le Sénat a adopté la proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République, qui ne devrait cependant pas être présentée à l'Assemblée nationale	10
Les députés votent aujourd'hui sur la première partie du projet de loi de finances pour 2021	13
Le Premier ministre, M. Jean CASTEX, a voulu rassurer les présidents de région sur la mise en place du plan de relance	17
Immobilier de l'Etat : les cessions ont rapporté 625 millions d'euros en 2019	21
Bercy et la Place de Paris annoncent 20 milliards d'euros pour renforcer les fonds propres des entreprises	21
Parution de l'ouvrage "Un haut fonctionnaire au service du Parlement, Mélanges en l'honneur de Jean-Louis HERIN"	24
LES FEMMES, LES HOMMES ET LES POUVOIRS	
M. Michel VAYSSIE, jusqu'alors directeur général des services de la ville de Lille, a pris les fonctions de directeur général des services de Bordeaux Métropole.....	26
Mme Isabelle SIMA, ancienne préfète du Cantal, ancienne cheffe de cabinet de M. François HOLLANDE à l'Elysée, a été chargée d'une mission visant à favoriser une meilleure coordination entre les services de l'Etat et les collectivités locales pour la politique publique du handicap.....	26
Mme Anne-Hélène ROIGNAN, ancienne directrice générale de l'Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE), est nommée secrétaire générale adjointe de la Ville de Paris, responsable du pôle "qualité de l'action publique.....	27

M. Philippe MISSOFFE, jusqu'alors responsable de la coopération et des compensations industrielles de Naval Group, est nommé délégué général du GICAN.....	28
M. Benoît de RUFFRAY, président-directeur général d'Eiffage, est nommé président de Fondact.....	28
Le Bureau de France urbaine a désigné les co-présidents des dix premières commissions thématiques de l'association	29
Mme Marie BRUNAGEL, qui était directrice associée EY Secteur public, responsable de l'activité d'évaluation de politiques publiques, est nommée conseillère chargée de l'insertion des publics fragiles au cabinet de Mme Brigitte KLINKERT, ministre déléguée chargée de l'Insertion.....	30
M. Pierre PELLISSIER est nommé, conseiller chargé de la communication et des relations avec la presse, au cabinet de M. Marc FESNEAU, ministre délégué chargé des Relations avec le Parlement et de la Participation citoyenne	30
M. Hervé de TALHOUET-ROY, jusqu'alors deuxième vice-président chargé de l'agriculture, succède au sénateur (LR) Gilbert FAVREAU à la présidence du Conseil départemental des Deux-Sèvres	31
Mme Carole DABROWSKI, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, devient sous-directrice des opérations immobilières à l'étranger du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.....	32
Mme Véronique BILLAUD, ancienne directrice générale adjointe de l'Agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'azur, est chargée de piloter la transformation de l'offre de solutions pour les personnes handicapées dans le secteur médico-social.....	32
M. Christopher WEISSBERG a été nommé conseiller chargé des relations avec le Parlement et avec les élus des Français de l'étranger au cabinet de M. Jean-Baptiste LEMOYNE, secrétaire d'Etat chargé du Tourisme, des Français de l'étranger et de la Francophonie	33
M. Etienne MELLIANI est nommé chef adjoint du cabinet de M. Jean-Baptiste DJEBBARI, ministre délégué chargé des Transports	34
M. Arnaud WIEBER, administrateur des services du Sénat, ancien collaborateur de M. Gérald DARMANIN au ministère de l'Action et des Comptes publics, devient chef du bureau des collectivités locales à la direction du Budget	34
SANS COMMENTAIRES... ET SOUS TOUTES RESERVES.....	35
POUR VOS DOSSIERS	
L'Institut Montaigne publie une note intitulée "TRUMP ou BIDEN, comment reconstruire la relation transatlantique ?"	36
LIRE - VOIR - ENTENDRE	40
LA VIE PRIVEE – LA VIE PUBLIQUE.....	43
LA VIE DANS LA CITE – LA VIE DANS LE MONDE.....	46

"La gouvernance de ce volet est articulée entre un Comité des investisseurs et un Conseil scientifique consultatif composé de douze personnalités et présidé par Mme Elisabeth HUBERT", ancienne ministre de la Santé publique et de l'Assurance maladie, présidente de la Fédération nationale des établissements d'hospitalisation à domicile (FNEHAD). "Officiellement constitué le 24 septembre dernier, ce comité a pour rôle, pendant la mise en concurrence, de délivrer des conseils aux investisseurs afin de les éclairer dans leurs décisions, notamment sur les propositions stratégiques santé des candidats shortlistés pour les trois fonds", est-il précisé.

"La réalisation des investissements non cotés est conditionnée par l'intégration des enjeux du développement durable dans l'entreprise et à la fixation d'objectifs dans ce domaine", est-il en outre rappelé.

Parution de l'ouvrage "Un haut fonctionnaire au service du Parlement, Mélanges en l'honneur de Jean-Louis HERIN"

Secrétaire général honoraire du Sénat, M. Jean-Louis HERIN, fut notamment responsable du secrétariat de la commission des Lois, directeur de la séance, directeur général des Missions institutionnelles, puis secrétaire général de la présidence, avant d'être secrétaire général du Sénat, tout en enseignant à l'Université de Paris II et à l'Université de Nice-Sophia-Antipolis, rédigeant de nombreuses études de droit privé et de théorie générale du droit".

Des "Mélanges" en son honneur viennent d'être publiés, sous le titre "un haut fonctionnaire au service du Parlement" (aux éditions Mare & Martin).

Les textes ont été réunis par Mme Catherine PUIGELIER, professeur à l'Université Paris Lumières (Paris VIII) et membre du Laboratoire de droit social de l'Université Panthéon-Assas.

Parmi les contributeurs figurent notamment MM. Pierre AVRIL, professeur émérite de l'université de Paris-II, ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature ("**Une heureuse anomalie : le Sénat**"), Philippe BAS, sénateur (LR) de la Manche, questeur du Sénat, ancien président de la commission des Lois, ancien ministre ("**Le Sénat consubstantiel à la République**"), Georges BERGOUGNOUS, administrateur de l'Assemblée nationale, membre du Conseil supérieur de la Magistrature, ancien directeur du service des affaires juridiques de l'Assemblée nationale ("**La procédure du dernier alinéa de l'article 13 de la Constitution : une incursion du Parlement dans le pré carré du Chef de l'Etat**"), Jean GICQUEL, professeur émérite à l'Université de Paris I, ancien déontologue de l'Assemblée nationale ("**Sur la République sénatoriale de 1958**"), Mme Anne LEVADE, professeur à l'Université de Paris I, membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) ("**Le Parlement en temps de crise. Premiers enseignements d'une urgence sanitaire**"), MM. François SENERS conseiller d'Etat, président adjoint et rapporteur général de la section du rapport et des études du Conseil d'Etat, ancien directeur du cabinet du président du Sénat, M. Gérard LARCHER ("**La voie référendaire, remède à la défiance démocratique**"), Eric TAVERNIER, secrétaire général du Sénat ("**Le Sénat et les irrecevabilités des articles 41 et 45 de la Constitution**"), Jean-Pierre CAMBY, professeur associé à l'Université de Versailles Saint-Quentin, ancien directeur-adjoint chargé de la compétitivité des entreprises à la division du contrôle et des études législatives, service de l'économie et de l'évaluation scientifique de l'Assemblée nationale ("**Les questions écrites : du droit parlementaire au droit administratif**"), Bruno COTTE, membre de l'Institut, président honoraire de la Chambre criminelle de la Cour de cassation, ancien président de chambre de jugement à la Cour pénale internationale ("**Brèves réflexions sur des travailleurs de**

l'ombre"), Bertrand FOLLIN, directeur général des missions institutionnelles et ancien directeur du service de la séance du Sénat ("**La législation en commission : une voie d'avenir**"), Mmes Noëlle LENOIR, conseillère d'Etat honoraire, avocate au barreau de Paris, ancienne déontologue de l'Assemblée nationale, ancien membre du Conseil constitutionnel, ancienne ministre ("**La déontologie parlementaire, regard d'une ancienne déontologue de l'Assemblée nationale**"), Hélène PONCEAU, ancienne secrétaire générale de la questure et ancienne directrice générale des services législatifs du Sénat ("**Le rôle des questeurs dans le Parlement français**"), MM. Jean-Pierre SUEUR, sénateur (PS) du Loiret, questeur du Sénat, ancien président de la commission des Lois, ancien maire d'Orléans, ancien député, ancien ministre ("**Des vicissitudes de l'initiative parlementaire**"), Jean-Jacques URVOAS, universitaire, ancien député (PS) du Finistère, ancien président de la commission des Lois de l'Assemblée nationale, ancien Garde des Sceaux, ministre de la Justice ("**La Délégation parlementaire au renseignement, organisme bicaméral**"), Jean-Marie COTTERET, professeur émérite à l'Université de Paris I, ancien membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel, ancien membre de la Commission nationale de l'informatique et des libertés ("**La démocratie représentative est-elle une illusion**"), Mme Marie-France HERIN, ancienne directrice du service des affaires européennes et ancienne directrice du service des affaires juridiques de l'Assemblée nationale ("**Pour une Europe plus présente au Parlement français**"), MM. Jean LAPORTE, ancien directeur de l'initiative parlementaire et des délégations à la direction générale des missions institutionnelles et ancien directeur du service des affaires européennes du Sénat ("**Union européenne et démocratie**"), Michel RICHARD, directeur des services honoraire du Sénat, vice-président de l'Association franco-allemande des fonctionnaires parlementaires ("**Les sociétés civiles : cœur battant de la coopération Franco-Allemande**"), Didier MAUS, ancien conseiller d'Etat, président émérite de l'Association internationale de droit constitutionnel et de l'Association française de droit constitutionnel, ancien rapporteur général auprès de la commission des archives constitutionnelles de la Vème République ("**François GOGUEL et l'écriture de la Constitution de 1958**"), M. Pierre MAZEAUD, membre de l'Institut, conseiller d'Etat honoraire, ancien président du Conseil constitutionnel, ancien député (UDR) des Hauts-de-Seine et ancien député (RPR) de la Haute-Savoie, ancien président de la commission des Lois de l'Assemblée nationale, et Mme Catherine PUIGELIER ("**Les pleurs des enfants... La Cour de cassation et la Grande guerre**"), MM. Pierre MICHON, rédacteur au service des débats du Sénat ("**L'amour absolu du régime parlementaire, Georges BONET MAURY, secrétaire général de la présidence du Sénat, 1914-1930**"), Jean TULARD, membre de l'Institut, professeur émérite à l'Université de Paris IV, président d'honneur de l'Institut Napoléon ("**STENDHAL auditeur au Conseil d'Etat, l'auditorat, une école d'administration sous Napoléon**"), et Mme Henriette CHAUBON, conseillère honoraire à la Cour de cassation, médiatrice et ancienne directrice des affaires juridiques de la SNCF ("**La médiation processus exigeant pour mieux vivre ensemble**").

(Editions Mare & Martin 16, rue Danton – 94 270 Le Kremlin-Bicêtre, Tél : 01 47 70 70 87).

LE SENAT

Biographies et monographies complètes
imprimées sur feuilles mobiles réunies sous reliures amovibles constamment actualisées

LES BIOGRAPHIES . COM

Société Générale de presse 13, avenue de l'Opéra, 75039 Paris CEDEX 01. Téléphone 01 40 15 17 89. Télécopie 01 40 15 17 15